La presse locale a beaucoup communiqué sur deux candidats seulement, avant même qu'ils ne se soient déclarés eux-mêmes, aux élections municipales de Nancy.
Dans un de mes articles de mes "cahiers de l'été" que vous avez été nombreux à suivre et à liker, je disais la grande crainte que nous devons avoir, étant donné le système d'organisation du pouvoir sur la Métropole. Ce même système, qui a servi Rossinot pendant des décennies, donne tant de poids à la majorité de la Ville Centre, par le nombre d'élus qui lui est réservé à la Métropole que cette élection municipale de Nancy nous concerne tous.
D'autant plus que l'Est Républicain commence à donner la parole à F. Werner, le gendre de Rossinot, co-responsable des politiques catastrophiques engagées sur le Grand Nancy et qui tardivement se démarque un peu sur la question du tram... Il a compris qu'il risque d'avoir chaud aux fesses aux municipales de Villers. Il dit aussi ce que j'ai écrit dans mes cahiers de l'été et ce que je dis depuis longtemps, mais qui n'a jamais été repris par la presse... A savoir qu'il n'est pas souhaitable que le prochain Président du Grand Nancy soit un élu nancéien. Et là-dessus, on est bien d'accord.

La question du prochain Maire de Nancy est donc de toute manières essentielle et aura des conséquences sur la vie de toute la Métropole.
Or, si les deux candidats annoncés se ressemblent trop dans leurs parcours ils font touts les deux "campagne molle".

Après n'avoir pas été très entreprenants pendant tout le mandat, ni dans leurs responsabilités, ni face à Rossinot, ils tentent de prendre des positions, qu'on aurait aimé leur entendre tenir durant toutes ces années et ils ne rallient pas les foules...

Laurent Hénart a donc fait alliance avec La République en Marche, cette annonce a fait flop, tant ce n'est pas un scoop. Ça sent la stratégie politicarde, pour ne pas dire la magouille et en tous les cas, c'est carrément ce qu'on peut qualifier de "politique de vieux". L'idéologie est la même, les résultats sur le terrain (ou plutôt "les dégâts") sont similaires. Les élus LREM ont été élus par défaut et cela ne devrait pas ramener beaucoup de voix à Hénart. Peut-être même, étant donné l'exceptionnelle cote de popularité de Macron (lol), est-ce que cette alliance d'opportunisme, va-t-elle lui faire perdre du terrain...
Il travaille à l'insu des électeurs à son projet de Commune Nouvelle pour mieux dissoudre les 19 autres Communes de la Métropole, il signe des Permis de Construire, en méprisant le fait qu'ils sont remis en cause et attaqués en justice par des citoyens (démolition de la piscine Nancy-Thermal, la tour "Emblème" face à l'Excelsior,nouvelle tour Thiers, l'ancienne église du noviciat des Jésuites, rue ST Dizier...)
Il a trouvé un argument : il a compté les arbres nouveaux plantés depuis le début de son mandat (il faut avoir le temps ! Et surtout il faut avoir besoin de se justifier !), alors même qu'avec Rossinot, il a enlaidi et étouffé irréversiblement Nancy. Il ne suffit pas de planter des arbres quand on les noie dans du béton et de l'asphalte, depuis "Entre Meurthe et Canal" jusqu'à "Nancy Grand Coeur", cette Ville a été massacrée. Il ne pourrait y avoir plus triste bilan.

L'autre candidat Mathieu Klein, malheureusement ne se démarque pas beaucoup de son adversaire. Lui, a été Macron-compatible, c'est vous dire ! Il parait qu'il se murmure, qu'on m'a dit qu'on l'aurait approché pour être Ministre ? C'est déjà risible dans la façon de l'annoncer,

Phoca PDF

mais ce qui est consternant, c'est qu'à aucun moment il n'a expliqué qu'il "aurait décliné" parce qu'en désaccord avec la politique de Macron...
Trop loin du peuple et des petites gens, c'est le problème des élus qui n'ont jamais été dans la proximité. Résultat, les prises de position et les beaux discours tardifs n'effacent pas des années de silence face à Rossinot et surtout une gestion du Conseil Départemental discutable et discutée. L'article ci-dessous concernant la Prévention Spécialisée en est un triste exemple. L'abandon du soutien aux Communes, l'absence et le vide en ce qui concerne la Politique de la Ville (sauf dans la Commune du Vice-Président qui en a la délégation...), des assistantes sociales, en sous effectifs, qui ne servent plus qu'à orienter les gens vers les CCAS (l'assistante sociale vous dit "je vous propose de verser une aide alimentaire d'urgence, car si je dois solliciter la ligne budgétaire du Département, il faut 3 semaines pour obtenir une réponse" !), la suppression de "Pass'Sport et Culture"... Franchement, aujourd'hui à quoi sert le Conseil Départemental, eu égard à ce qu'il coûte, si ce n'est organiser des conférences sur le territoires ?
Je sais, je vais encore me faire flinguer, blacklister, condamner. C'est comme ça que cela fonctionne dans le le microcosme du Grand Nancy (à gauche comme à droite), mais je ne fais que dire des choses vraies, factuelles, je ne fais que dire haut et fort ce que des milliers de gens pensent et disent. Je vais prendre des coups, alors que je n'espère qu'une chose, c'est que l'on revienne à la Raison et que l'on sorte des petits calculs politiques, mais ce qui me rend fort, ce sont tous les témoignages de sympathie et d'encouragement qui me sont adressés spontanément sur les réseaux sociaux ou même tous les jours dans ma ville, dans les différentes manifestations, dans la rue.

Je rêve de retrouver des politiques de progrès sur ce département et cette Métropole, je rêve d'un candidat qui se démarque des méthodes de Macron et de Rossinot. Les gens n'en peuvent plus, ils espèrent une autre proposition.
Alors... Y aura-t-il un sursaut à gauche ? Ou bien y aura-t-il un(e) autre candidat(e) qui va sortir du chapeau ?

Phoca PDF

MEURTHE-ET-MOSELLE

NANCY Social

Prévention spécialisée : « On achève bien les éducs ! »

Laurent Lider, éducateur de rue, a sombré dans un violent burn out. Le coupable ? « Un management virtuel, brutal et même diffamant », dont les prescriptions entraient, selon lui, totalement en contradiction avec les principes et l'éthique du travail de prévention spécialisée dans les quartiers.

Un soir, Laurent revenait du travail. Et sur la route sombre, un blanc. « Je me suis retrouvé dans un coin où je n'avais rien à faire, ne sachant ni pourquoi, ni comment ». Ce n'était que le début de l'effondrement. Bientôt, le quinquagénaire s'entendrait diagnostiquer un burn out. Très violent. « Je ne pouvais plus m'empêcher de pleurer, incapable de me lever », lâche-t-il en ravalant encore ses larmes. La crise remonte à mars dernier.

Quelques semaines plus tôt, Laurent Lider avait changé de service. « Non que j'aie quoi que ce soit à reprocher à mes collègues, mais ce n'était pas mon métier. Et sans crier gare, tout ce que j'avais enduré augmentait et soudain remontait. En fait, j'ai décompensé. »

Professionnellement pourtant, Laurent s'était endurci au contact de la rue. Comme éducateur de prévention spécialisée. Poste qu'il a occupé longtemps à Jarville, avant d'arriver à Toul en 2015.

« À l'époque, il ne se faisait quasi plus rien sur le terrain. Il fallait donc remonter une équipe de rue, de 4 personnes. Un beau challenge. »

Mis sous contrôle

Champ d'action : la Croix de Metz et le centre-ville où subsistent encore des poches de pauvreté. « Une fois que les jeunes ont acté que les éducateurs spécialisés n'étaient pas des auxiliaires de police, c'est allé très vite. Il y avait une vraie appétence pour entrer en relation avec nous, et une forte demande sociale. »

L'équipe travaille en collaboration avec la Ville avec laquelle est signée une convention. « Et pendant deux ans, on est tous sur la même longueur d'ondes ». Laurent et ses collègues montent même au front après les attentats de Charlie Hebdo en organisant la première conférence sur la radicalisation du Grand Est. Salués de tous.

« Puis il y a eu un revirement de la vision municipale », poursuit Laurent. « Assez inexplicable. C'est même allé jusqu'au déconventionnement. Mais à ce moment-là, notre hiérarchie nous soutenait, ça ne nous a donc pas empêchés de travailler. » Du moins jusqu'à début 2018.

« Après des tractations dont on ignore tout, est signée une nouvelle convention avec la mairie. Soit. Seulement on découvre qu'au passage on changerait aussi de supérieur hiérarchique. On l'apprend alors, mais on entrait dans l'ère du management virtuel, brutal, et même diffamant. Avec des comptes à rendre continuellement, pour bien nous mettre sous contrôle. Et des exigences absurdes. Il nous a même été suggéré de lever l'anonymat sur le cas de certains jeunes. Comme si on voulait faire de nous des balances ! »

15 ans bouillés

Bref, les changements n'ont pas été du goût des professionnels de terrain. Maintes alertes sont été lancées. Rien lendemain. « Peu à peu mes collègues partent, et à la fin il n'en reste qu'un, moi, qu'on incite fortement à choisir une autre voie. »

De guerre lasse, Laurent accepte. Trois semaines plus tard, c'est le blanc. « Pour moi, le travail dans la rue est essentiel. Mais il n'a de sens que bien fait. Seulement voilà, ces schéma bien les éducs… Et 15 ans de ma vie ont été bouillés. C'est la fin de ce que j'appelle l'utopie réalisée. Si je fais la démarche d'en parler publiquement aujourd'hui, c'est pour rester debout. Je m'attends certes à la vindicte, mais après 3 ans de prescrits, je n'ai si plus peur. Qu'on me vente me dire que tout ça n'est pas vrai ! »

Lyvine GAROUSSE

Enquête administrative en cours

Interpellé sur la situation de l'équipe de prévention à Toul, SUD, via le CHSCT, a demandé une enquête administrative, démarrée en janvier 2019, mais interrompue pour interroger la référente déontologique sur des questions de forme. Problème apparemment réglé. Les résultats se faisant toujours attendre. Claudine Baveux, directrice générale adjointe des ressources, souligne que « des agents sont partis depuis, et que les événements remontent à un certain temps ». Et confirme que « les membres de la commission n'ont jusqu'à ce jour pas pu produire de documents. » Nul ne sait donc si, un jour, sera rendu un rapport.

Laurent Lider, éducateur de prévention spécialisée, désabusé : « Si je fais la démarche d'en parler, c'est pour rester debout. » Photo Léa GUIOT

« Climat délétère au sein du conseil départemental »

Isabelle Guédel : « Nombreux sont les travailleurs sociaux et médico-sociaux qui craquent. Burn-out ou dépressions réactionnelles liées au travail se font de plus en plus fréquents. » Photo Alexandre MARCHI

Isabelle Guedel, représentante syndicale de Laurent Lider sous l'étiquette SUD, elle-même ancienne responsable de l'équipe de prévention spécialisée, dénonce « un climat général de plus en plus délétère au sein du conseil départemental ». Elle s'inquiète de « la multiplication des burn-out » et accuse « un management infobésé, qui fait perdre tout humanisme ».

Rappelant qu'en septembre 2018 a été lancée une enquête administrative sur la problématique toulouse, « aujourd'hui étonnamment bloquée », la syndicaliste nous fait part de sa vision du dossier : « Jusqu'alors, les éducateurs de prévention spécialisée étaient dans la rue. Là où sont les jeunes de 16 à 25 ans les plus en marge, qui jouent les caïds et sèment la terreur », explique-t-elle. « L'enjeu était de nouer des relations suffisamment confiantes pour que ces jeunes manifestent une envie de trouver une place dans la cité. » De sorte de prévenir la délinquance.

Descente aux enfers

Or, depuis quelques années, la présence d'éducateurs dans la rue s'est faite rare. « L'excuse ? Les jeunes ne seraient plus dans la rue mais derrière leur ordinateur… » Vision que ne partageait pas l'équipe de Toul, victime du coup de « pressions politiques orchestrées pour les faire craquer ».

« Alors que les éducateurs - et Laurent en particulier - étaient reconnus pour leur travail en direction des plus exclus, alors qu'ils ont fait en sorte, à plusieurs reprises, que les jeunes n'aillent pas brûler leur quartier, un changement de responsable et c'est la descente aux enfers. » Cette nouvelle management juge en effet leurs principes « rétrogrades », et se révèle pressée d'inscrire les jeunes « dans des projets tout faits, qui n'ont aucun sens ». Et elle exige des éducateurs « qu'ils échangent avec les partenaires sur ces jeunes de la rue, alors qu'on sait que c'est le plus sûr moyen pour que les jeunes n'aient plus la moindre confiance en nous. »

Tant et si bien que l'équipe toulousaine s'est désagrégée. « Et comme le Département voulait restructurer la prévention en confiant la mission aux associations, c'est l'aubaine ! » Associations qu'Isabelle Guedel ne veut surtout pas stigmatiser. « Mais j'ai un gros doute sur la possibilité qu'elles puissent résister aux pressions politiques, du fait même qu'elles aussi, pour partie, dépendantes des subventions de la mairie ! »

L.G.

« Les jeunes ne sont plus trop dans la rue »

Contacté par nos soins, le conseil départemental a répondu à nos questions par la voix de Michèle Pillot, directrice générale adjointe aux Solidarités. Qui souligne que, contrairement à la tendance nationale, « en Meurthe-et-Moselle on ne baisse pas le budget de la prévention spécialisée. On l'augmente même un peu. » Élargissant son champ à 17 quartiers « Politique de la Ville », au lieu de 15 précédemment. Avec quelques modifications substantielles néanmoins. De nouvelles orientations ont en effet été actées depuis fin 2017 (votées en juin dernier), dans le cadre du schéma départemental Enfance-Famille, révisé régulièrement, lit-on. Résultat : « Si des équipes publiques continueront d'intervenir sur la Métropole, sur le reste du territoire en revanche, à compter de janvier 2020, une mission de service public sera confiée à deux associations. » Portes Ouvertes s'occupera du Nord du département, sur Longwy ; quant à Jeunes et Cités, elle se chargera du Sud, qui inclut Toul et Luneville.

Pourquoi en passer par le milieu associatif ? Entre autres, « pour répondre à des difficultés de recrutement ». « Mais on ne se contentera pas d'animation jeunesse », tient à rassurer Mme Pillot. « On est dans une mission de prévention spécialisée, et on devra en respecter tous les principes. » Avec la rue comme champ d'action ? « Oui… mais vous conviendrez que les jeunes ne sont plus trop dans la rue. On les retrouve plutôt sur les réseaux sociaux et leurs jeux vidéo. » Quant aux circonstances spécifiquement toulousaines, la directrice adjointe se souvient que reprocher leur sort été fait de n'avoir « pas suffisamment d'encadrement de soldats ». Autrement dit, que les managers n'étaient pas toujours issus de la profession. « Et on est arrivé en effet sur le secteur de Toul à une situation dégradée, pour laquelle il a fallu trouver des solutions d'apaisement ».

L.G.

Phoca PDF